

Questions orales

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, les étudiants ont compris que la ministre avait promis de présenter un projet de loi avant l'ajournement d'été, peu importe quand ce sera.

Des voix: Oh, oh!

M. Allmand: Tenons-nous en au sujet principal. Le 5 juin, la Fédération canadienne des municipalités a appuyé un appel de la part de la ville de Montréal en faveur de l'interdiction de toutes les armes de combat semi-automatiques. La ministre sait que le fusil semi-automatique Ruger utilisé pour tuer 14 jeunes femmes à l'Université de Montréal pouvait tirer jusqu'à 50 balles et est en fait utilisé par les groupes d'intervention de plusieurs forces de police.

La ministre répondra-t-elle à cette requête sérieuse et raisonnable et s'engagera-t-elle à interdire ce genre d'arme? Cette interdiction figurera-t-elle dans le projet de loi qu'elle présentera?

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je crois que le député cite de façon inexacte la résolution de la Fédération canadienne des municipalités qui avait trait, sauf erreur, aux armes de type militaire et paramilitaire. Mais le projet de loi dont je saisisrai la Chambre abordera ces questions.

* * *

[Français]

LES TAUX D'INTÉRÊT

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. La politique monétaire du ministre des Finances est désastreuse pour l'économie du Québec, qui est au bord d'une récession, selon M. François Dupuis, du Mouvement Desjardins. Quand le ministre des Finances va-t-il réviser sa politique monétaire et réduire les taux d'intérêt?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous revoyons constamment la politique monétaire. J'ai eu une réunion lundi avec le sous-gouverneur de la Banque du Canada. J'en ai eu une avec le gouverneur la semaine avant. Nos rapports sont constants.

J'ai bien expliqué à la Chambre ce que nous surveillons par rapport à la politique monétaire. Les pressions inflationnistes qui compromettent la situation concurrentielle de notre économie nous inquiètent. Si nous n'y mettons pas un frein, l'activité des entreprises va en souffrir et nous allons constamment perdre des emplois. Ce sont les facteurs qui influent sur la politique monétaire du gouvernement du Canada.

Dès que nous verrons les pressions s'atténuer, oui, nous verrons les taux d'intérêt fléchir. D'ici là, nous devons poursuivre la politique que nous avons adoptée.

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Au cours des 12 derniers mois, 51 000 emplois manufacturiers ont été perdus au Québec en raison des politiques néfastes du ministre des Finances. Quand, enfin, le ministre des Finances va-t-il écouter: le premier ministre du Québec, le Conseil du patronat, le ministre des Finances du Québec et tous les intervenants économiques du Québec qui lui demandent de réduire le taux d'intérêt avant qu'il soit trop tard pour l'économie québécoise?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le Parti libéral du Canada, le Nouveau Parti démocratique du Canada et les premiers ministres des provinces nous supplient depuis près de deux ans maintenant de réduire les taux d'intérêt. Songez à ce qui serait arrivé si nous avions accédé à leurs vœux à l'été de 1988 ou même de 1989. Nous serions aujourd'hui aux prises avec une inflation effrénée qui causerait un tort irréparable à la position concurrentielle de notre économie.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): J'entends les députés de l'opposition maugréer. Je leur rappelle que le coût unitaire de la main-d'œuvre au Canada augmentait au taux de 4,9 p. 100 au début de 1989. Il croissait de 6,9 p. 100 à la fin de 1989. Celui des États-Unis a crû de 4,9 p. 100 tout au long de cette année.

C'est un indice de la perte de compétitivité. C'est l'indication que nous perdrons des emplois si nous ne mettons pas un frein à ces pressions inflationnistes.